

Il est difficile de mesurer les préjudices liés à la crise sanitaire, mais « au milieu de toute crise se trouve une grande opportunité ».



Dossier

Reconstruire le collectif

La crise sanitaire a mis à mal l'individualisme, comment reconstruire le collectif dans le monde d'après ?

En 2020, l'épidémie de Covid a provoqué une crise sanitaire mondiale sans précédent. L'édifice de santé publique a été ébranlé, sapé dans ses fondements. L'humanité a été bouleversée, désorganisée par la maladie. Elle s'est trouvée désarmée face au virus.

La crise fut brutale, inattendue, subite et subie. La gestion habituelle, convenue, des alertes et de leurs conséquences a vite été dépassée. Cette crise sanitaire s'est révélée crise de moyens. Nous nous sommes retrouvés face à un mur, les solutions classiques étaient inopérantes. Nos réponses ont été vaines,

“ La crise a cruellement exacerbé les inégalités. ”

inadaptées. Nos habitudes de soins ont été profondément remises en cause.

Face à cette atteinte sans précédent du système de santé, la réponse du politique a consisté à tout faire pour limiter – à défaut d'éviter – l'embolie complète des services hospitaliers de soins critiques. Le confinement, le couvre-feu, les restrictions de déplacement avaient un double objectif : limiter la circulation du virus et le nombre de cas graves de maladie.

Les services hospitaliers ont dû accomplir des prouesses incroyables en

augmentant en un temps record le nombre de lits disponibles, tant en soins intensifs qu'en réanimation.

Même si cette crise est loin d'être terminée, il est temps de prendre un peu de recul et d'analyser les propositions faites et les décisions prises pour gérer l'épidémie depuis un an et demi. De prime abord, la société, dans son intégralité, a pris conscience avec stupeur qu'un bout de code ADN, même pas doué de vie propre, pouvait mettre à mal l'organisation complète du monde.

Cette situation inédite a eu pour effet positif de démontrer que seule une réponse collective serait efficace.

Comment vivre confiné si les commerces de première nécessité ne restent pas ouverts, si l'approvisionnement en nourriture n'est pas assuré, si les services de voirie, de nettoyage ne sont pas maintenus ? L'individualisme et les comportements autocentrés ont très vite révélé leurs limites. Dans la phase aiguë de la crise, nous avons compris qu'à l'évidence, nous n'étions rien sans les autres ; notre vie ne pouvait perdurer que grâce à l'action conjuguée des uns et des autres. Rappelons-nous les ateliers de confection de masques, de blouses pour les soignants... Un élan de solidarité incroyable s'est fait jour.

Étonnamment, nous avons constaté que des personnes fragiles vivaient à côté de nous sans que nous ayons su ou voulu les voir. Des personnes âgées trop isolées, des familles précaires, des jeunes en difficulté, des étudiants qui, du jour au lendemain, se sont retrouvés sans leurs « petits boulots », sans revenus et sans aucun moyen de vivre. Très vite, il a fallu organiser des distributions de nourriture car, chose inconcevable quelques mois plus tôt, des personnes vivant en France, pays ultra développé doté d'un système social supposé performant, avaient faim. Et que dire du vécu des exclus, SDF, sans-papiers, en pareilles circonstances ? La crise a cruellement exacerbé les inégalités.

Les périodes de confinement nous ont incidemment rappelé que nous sommes des animaux sociaux : nous avons besoin de communiquer, de parler, de flâner, de rencontrer, de toucher l'autre. L'impossibilité de voir parents et amis a généré un manque profond même si, contre toute attente, les solutions de contact *via* Internet ont très vite rencontré un succès massif. Malheureusement les liens intergénérationnels se sont distendus. Rien n'a pu remplacer le bonheur de serrer dans nos bras ceux qui nous sont chers. Pis encore, les familles ont parfois été empêchées d'accompagner leurs proches en fin de vie.

« **Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.** » (Aristote)

La pandémie nous a fait réhabiliter un « les uns et les autres » quelque peu oublié. Nos activités quotidiennes les plus banales sont soutenues par une chaîne complexe, constituée d'indispensables maillons, de tâches remplies par des citoyens aussi efficaces qu'invisibles. La crise a redonné indiscutablement de la valeur au banal : nous avons un besoin impérieux de l'autre.

Comment dès lors reconstruire le collectif dans le monde d'après ? Comment faire germer, se développer, croître toutes ces graines d'espoir semées depuis un an et demi ? Comment faire perdurer la reconnaissance, la valorisation des anonymes et des sans-grades ? Car la gratitude est éphémère et la bienveillance passagère. Qui se souvient des concerts d'applaudissements réitérés chaque soir à l'adresse des soignants ? Qui se rappelle les messages d'encouragement accrochés sur les portails de nos maisons pour les éboueurs de facton ?

“
Nous avons un besoin
impérieux de l'autre.”

Si nous pouvons conjecturer – à défaut d'être capables de mesurer – que le collectif a largement été déconstruit par la crise sanitaire, il nous est très difficile de quantifier les préjudices subis. Et plus encore d'estimer l'œuvre de reconstruction à opérer aujourd'hui.

Chacun a perçu à quel point sa propre existence, déclinée dans ses besoins les plus élémentaires, est conditionnée à l'autre, à son travail, à sa présence. La vie est, aujourd'hui plus que jamais, impossible sans les liens collectifs, les myriades de connexions qui font de chaque point un élément du tout.

Dans le domaine de la santé et du soin, notre vulnérabilité est apparue plus criante que jamais. Sans les chaînes de bénévoles, l'opiniâtreté et le dépassement de soi des équipes médicales, des milliers de vie n'auraient pas été sauvées. Les chercheurs ont accompli des prouesses en développant des vaccins dans un délai record. Le « faire-ensemble »

a suscité l'espoir, servi la vie. Il a redonné confiance en l'avenir. Nous ne sommes pas si loin de la parabole des talents¹ s'il faut par ce mot, talent, « *entendre tout ce par quoi chacun peut contribuer à l'avantage de son frère, soit en le soutenant de son autorité, soit en l'aidant de son argent, soit en l'assistant de ses conseils par un échange fructueux de parole, soit en lui rendant tous les autres services qu'on est capable de lui rendre*² ».

N'oublions pas dans quel contexte la crise sanitaire s'est imposée, début 2020, après deux hivers ponctués par les manifestations des Gilets jaunes et une longue grève des transports pendant les fêtes de fin d'année. La Covid a couvert d'une chape de plomb mortifère un climat social déjà délétère. Les « Français d'en bas » se plaignaient de ne pas être considérés, de rencontrer d'énormes difficultés au quotidien, liées par exemple à leurs frais de transport exorbitants pour aller travailler. Les institutions avaient été mises à mal de l'intérieur, la défiance à l'égard des politiques et des décideurs avait été très vive.

L'épidémie, l'emprise de la maladie, la crainte pour sa vie ou celle de ses proches ont occulté les revendications récurrentes d'une partie de la population. Curieusement, la réhabilitation du regard bienveillant sur l'autre à l'occasion du premier confinement a répondu, en partie, aux revendications sensibles des mois précédents.

Repenser le collectif dans l'ère post-Covid ne pourra se faire sans redéfinir un projet commun, sans repenser le rôle et les moyens de l'État, les solidarités sociales et intergénérationnelles, la ville et le cadre de vie, les mobilités. « *Au milieu de toute crise se trouve une grande opportunité*³ », affirmait Albert Einstein. Sachons la saisir ! ■

Florence Daussant et Michel Perrard,
Diafrat Paris V^e.

1. Matthieu, 25.14-30. « *Chacun sera jugé selon la manière dont il aura fait fructifier le don qu'il a reçu de Dieu.* »

2. Saint Jean Chrysostome.

3. Einstein, *Pensées intimes*, Le Rocher, 2000.

Inventaire, expérience et confiance, les trois clés de la reconstruction

Reconstruire un ensemble, fût-il un concept aussi complexe que le collectif, passe par des phases déjà fort éprouvées, que nous apprenons notamment des urbanistes, ou des ONG humanitaires, quand ils doivent reconstruire un quartier, une ville, un pays ravagé par un tsunami ou une secousse tellurique ; nous pouvons essayer de nous interroger sur ce processus, sous le regard de l'éthique, avec l'aide de la foi et des outils d'analyse qui ont fleuri au cours des siècles.

Un constat et un inventaire

Partant du postulat que nous reconstruisons un collectif mis à mal par une pandémie qui a bouleversé nos repères, nous devons identifier et mettre des mots sur ce qui (re)marche, ce qui ne marche plus, et sur ce qui a émergé. Sur le plan de ce qui (re)marche, et à titre d'exemple, notons le concept de solidarité, mot qui a « repris des couleurs » dans l'imaginaire collectif. Ou bien encore, examinons pourquoi la notion de travail a tellement évolué, notamment dans sa dimension présence/absence sur le lieu d'exercice, la première supposant surveillance et productivité, la seconde (télétravail), autonomie et difficulté d'organisation. Quant à ce qui a émergé à l'occasion de la crise, on pourra observer l'appropriation citoyenne des questions globales qui s'est ici ou là exprimée, refusant tantôt le diktat gestionnaire des hôpitaux, tantôt la place de la voiture dans les grands centres-villes...

En ce qui concerne l'inventaire, il paraît essentiel de s'occuper d'écologie, de sécurité, de globalisation, de qualité de vie et de travail... autant d'enjeux dont l'acuité a fortement augmenté, au détriment d'autres, qui paraissaient pourtant majeurs avant la crise (pouvoir d'achat, propriété des biens de consommation).



La pandémie a bouleversé nos repères, nous devons mettre des mots sur ce qui a émergé.

L'expérience comme un repère

S'appuyer sur l'expérience est d'une importance capitale. Il ne s'agit plus de dresser un inventaire mais d'utiliser l'expérience comme point d'analyse et d'évaluation des propositions de reconstruction ébauchées : au regard de la mobilisation des citoyens, observée lors de la pandémie, sur quels leviers pouvons-nous nous appuyer pour susciter un engagement durable en faveur des exclus ? Le partage d'expérience s'est révélé stratégiquement vital, quand il s'est agi de concevoir un vaccin au plus vite et de le distribuer à toute la planète : comment imaginer demain l'anticipation calme et néanmoins vigilante de nouveaux traitements ? Quelles stratégies adopter face aux derniers variants du virus, pour les personnes vaccinées trop tardivement ?

Un nouveau projet, la confiance restaurée

Aucun dispositif décisionnel ne peut être efficace si les parties ne se font pas

confiance. Les citoyens ont du mal à accepter des décisions autoritaires auxquelles ils n'ont pas été associés. En l'espèce, c'est tout l'édifice démocratique qui est fortement ébranlé par des intérêts particuliers. Comme les mots du consensus n'ont pas été débattus, comme les opinions s'expriment désormais avec de grands porte-voix, le doute s'est installé : nous soupçonnons notre voisin d'être animé de mauvaises intentions collectives, nous suspectons partout des conflits d'intérêts, nous feignons d'être détachés et évacuons nos doutes, nos émotions et nos désirs...

Restaurer la confiance requiert un climat bienveillant pérenne. Le projet collectif ne pourra advenir qu'à ce prix, comme le fait une communauté locale dont on constate le succès de l'engagement quand tout a été « mis sur la table ». Cette attention et ce partage, aussi consommateurs de temps soient-ils, sont la clé de voûte de toute construction. ■

Jean Fontanieu,
secrétaire général de la FEP.

“
Le partage d'expérience
s'est révélé vital.”

Quand la culture est touchée, la démocratie perd son âme

Olivier Arnéra est directeur artistique de la compagnie Sketch Up. Il est fondateur du Parvis des arts, théâtre marseillais situé dans un des quartiers les plus pauvres de France. Le Parvis des arts est adhérent de la FEP depuis 2012.



Les acteurs du dernier spectacle, « Écoloswing », de la troupe Sketch up.

Ouvrir le théâtre, puis très vite le refermer. Lancer une saison artistique, puis brutalement la supprimer. Préparer des tournées et, la mort dans l'âme, ne pas pouvoir les honorer. Accueillir des élèves, puis ne plus pouvoir les recevoir... Renouveler l'expérience plusieurs fois. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'ordre sanitaire pendant cette épidémie nous aura appris à « lâcher prise ». Nous nous en serions bien passés...

Dans le champ culturel, certains (les plus riches d'entre nous) ont pu traverser ce temps au mieux, à grand renfort de subventions et d'inventivité. D'autres (les plus précaires et souvent les plus jeunes) ont été violemment confrontés à la réalité. Du jour au lendemain, ils se sont retrouvés sans travail ni ressource. Leur situation dramatique a heureusement engendré de nombreuses actions de solidarité.

Mais, dans cette crise, qu'ai-je appris ? D'abord que, pour bien des personnes, beaucoup plus nombreuses que nous ne l'imaginions, l'expérience de la culture est essentielle. Elle leur offre notamment de se libérer de l'information et du divertissement. La culture n'est-elle pas, comme le disait Pasolini, « résistance à la distraction » ? Elle est

indispensable à l'équilibre personnel, elle crée de précieux liens sociaux. Depuis Matignon, Lionel Jospin avait affirmé : « La culture est l'âme de la démocratie. » Je crois que, quand la culture est touchée, c'est la démocratie qui perd son âme.

Ensuite, cette période trouble m'a confirmé que l'univers du numérique peut servir le spectacle vivant mais jamais se substituer à lui. Je rencontre de nombreux spectateurs qui, après avoir visionné notre dernier spectacle « Écoloswing » en streaming, viennent ensuite le découvrir au théâtre. Leur réaction est toujours la même : « Mais... ça n'a rien à voir ! » Non, décidément, le distanciel et le présentiel, l'événement et sa retransmission, ça n'a rien à voir. Ce n'est pas comparable. La technique ne peut que contrefaire le vivant.

Quant aux cours à distance, s'il est un domaine où la technique s'est révélée illusoire, c'est bien celui de la transmission. Les arts mettent en jeu la présence, le souffle, la rencontre, le corps, la parole. En un mot, l'incarnation. Cette crise aura au moins eu le mérite de nous montrer les limites du « tout-numérique ». Il n'est qu'une idéologie, une idolâtrie très contemporaine.

Je ne doute pas que, comme l'histoire nous l'a maintes fois prouvé, chaque catastrophe engendre un renouveau de créativité. Comme le disait André Malraux, « la culture, c'est ce qui répond à l'homme lorsqu'il se demande ce qu'il fait sur Terre ». En ce sens, la culture et le culte ont beaucoup de choses à se dire. Je ne doute pas que les « jours d'après » verront naître une multitude d'œuvres d'art pertinentes et prophétiques. « Toute création authentique est un don à l'avenir », écrivait Camus.

Cette crise nous invite à penser différemment nos modes de communication et nos projets. Nous avons relégué la culture dans nos musées, théâtres et bibliothèques où elle s'est momifiée. Il nous faut retrouver quelque chose du geste de Jean Vilar qui emmenait le théâtre dans les usines. Puissent nos places publiques, nos gares, jardins, hôpitaux, prisons, bars, restaurants, mais aussi nos églises, devenir des lieux éminemment culturels.

Nous pouvons, dès aujourd'hui, chacun à notre niveau, contribuer à cela en ouvrant nos portes avec enthousiasme à ce nouveau maillage culturel. Il suscitera inévitablement de belles rencontres et expériences au bénéfice du plus grand nombre. ■

Olivier Arnéra,
Fondateur du Parvis des arts.

“
L'événement et sa retransmission, ça n'a rien à voir.”

”

Ehpad : des petites structures dans un grand collectif

Sylvie Dupont est directrice adjointe des programmes jeunesse, handicap, dépendance et soin à la fondation Armée du Salut. L'ancienne infirmière, devenue directrice d'Ehpad, cumule trente-deux ans d'expérience auprès des personnes âgées dépendantes.

La pandémie nous a contraints à fermer les établissements et à renoncer à toute vie en extérieur. Les collectifs, au sein des structures, ont évidemment été mis à mal. Les choses ont basculé. Mais, de façon très inattendue, ces collectifs se sont en quelque sorte élargis grâce au soutien spontané de nombreux acteurs locaux : boulangeries, fleuristes, restaurants, associations, entreprises... Inquiets pour les Ehpad, ils sont venus à leur contact.

Nous avons trouvé, devant les portes fermées de nos établissements, des fleurs, des viennoiseries, des petites attentions, des mots d'encouragement. Il a fallu cette pandémie pour qu'un intérêt naisse pour les Ehpad, pour qu'une nouvelle solidarité s'exerce.

Ces collectifs élargis se sont agrandis encore grâce aux relations rapprochées qui se sont construites avec les familles. Nous avons amélioré notre communication, tissé des liens de confiance, les plus transparents possibles. Nous avons eu de « vrais » conseils de vie sociale en utilisant de nouveaux supports, comme la « visio », permettant aux familles et résidents élus d'être acteurs et associés aux prises de décisions. Les CVS sont des instances très importantes, il faut les faire vivre.

Entre salariés et résidents, les liens se sont renforcés aussi. La situation était inédite et stressante pour tout le monde. Le personnel salarié a porté une attention accrue aux résidents. Et les résidents, vraiment incroyables, ont su faire preuve de patience et de résilience. J'ai entendu dans la bouche d'une dame, à Chantilly : « Vous savez, moi j'ai vécu la guerre, c'était pire ! »



Dès le début de la pandémie, les liens entre les salariés et les résidents des Ehpad se sont renforcés.

“ Il a fallu cette pandémie pour qu'un intérêt naisse pour les Ehpad. ”

Le personnel soignant a eu beaucoup de travail. Nous avons œuvré en transdisciplinarité. Tout le monde a mis la main à la pâte et dans tous les domaines. Nous avons décalé nos champs de compétences en fonction des circonstances. Des directrices, anciennes infirmières, ont repris du service. Cela a été vécu comme un temps de solidarité intense où tous les membres de l'équipe ont fait front ensemble.

Nous avons expérimenté une nouvelle cohésion, construit une réorganisation hors norme qui a changé le regard que nous nous portions les uns sur les autres. Nous nous voyons désormais différemment. Nous nous sommes côtoyés dans des conditions tellement sensibles, chargées émotionnellement...

Je crois plus que jamais que les Ehpad ne doivent pas être des lieux de soins mais des lieux de vie ouverts sur l'extérieur. Il faut entretenir les relations

qui sont nées localement, susciter du lien social. Nos magnifiques jardins pourraient, par exemple, accueillir des enfants et des expositions. Soyons créatifs, inventifs, pour que nos Ehpad deviennent des partenaires incontournables de la cité.

Les Ehpad du futur ne devront pas être relégués en périphérie des communes mais installés au cœur des villes. Étant à proximité des logements des personnes âgées, ils pourront mieux les accompagner et favoriser leur maintien à domicile. Il faut tirer les leçons de la Covid et se poser les bonnes questions. Des petites structures bien identifiées, au cœur de la cité, avec quatre ou cinq chambres au maximum et des espaces partagés seraient, à mon avis, tout à fait adaptées. Les grands établissements, aujourd'hui, ont peut-être prouvé leurs limites. ■

Sylvie Dupont,
directrice adjointe des programmes
jeunesse, handicap, dépendance et soin
à la fondation Armée du Salut.



Questions à François Dupuy

État des lieux du télétravail de crise avec François Dupuy. L'éminent sociologue, auteur d'un triptyque sur le management, a enseigné à l'INSEAD et dans plusieurs business schools du monde. Il nous livre les résultats de l'enquête de terrain qu'il a menée auprès de neuf grandes entreprises et administrations publiques, entre avril et novembre 2020.

François Dupuy, le télétravail a-t-il miné le collectif ?

Le télétravail s'est révélé source d'exclusion. La première est d'ordre technique : mettre le maximum de monde en télétravail suppose une grosse capacité de connexion. Les entreprises ont dû élargir leurs bandes passantes. Dans l'intervalle, elles ont opéré des choix. De nombreux salariés, dont l'activité n'a pas été jugée prioritaire, n'étaient plus connectés et se sont trouvés en situation d'exclusion. Ils se sont interrogés sur le sens de leur travail et leur propre valeur. Ce sont ces salariés qui ont été les plus réticents à réintégrer leur entreprise.

Le deuxième mécanisme d'exclusion est né de l'utilisation, rendue obligatoire par l'entreprise, d'une plateforme unique de visioconférence. Des salariés, très à l'aise avec les outils numériques, ont créé leur propre groupe de travail sur les messageries instantanées. Cette désobéissance organisationnelle a fait éclore des collectifs affinitaires qui ont très vite supplanté les collectifs officiels.

Ces collectifs parallèles ont-ils rétabli une cohésion ?

La cohésion du groupe n'a jamais été perdue. Elle a été transformée. Le travail « normal » procède de relations formelles et de relations informelles. La machine à café est le lieu de l'informel par excellence, où l'on discute de choses et d'autres...

Le télétravail de crise a tué l'informel. En privilégiant les collectifs affinitaires, les salariés ont récréé cette part informelle. Ils sont majoritairement hostiles à l'extension du télétravail. Les études qualitatives que nous avons faites¹ montrent clairement que les salariés ont besoin de rencontrer leurs collègues, de reconstituer de l'informel. Presque personne ne demande un télétravail total. Les plus opposés sont les jeunes qui débutent : ce n'est pas dans une réunion formelle qu'ils vont être formés ! Une fois la crise passée, il ne sera pas envisageable de perpétuer un télétravail cinq jours sur cinq.

Le télétravail se déclinera probablement sur deux ou trois jours par semaine. Le choix de ces jours sera capital et devra relever d'un consensus. Il ne pourra pas être laissé individuellement à l'initiative des salariés. Il faut maintenir des jours où tout le monde est là. Sinon, c'est l'explosion du collectif de travail.

Si les gens ne sont pas là, physiquement, des dossiers sur lesquels plusieurs personnes travailleraient normalement ensemble vont être donnés à un seul salarié. Ainsi, pour des raisons pratiques, on va « re-siloter² » le travail. Alors que les fonctionnements en silo tendaient à disparaître au profit de la coopération.

Peut-on prédire que le télétravail va accélérer l'exode urbain ?

Moi, je ne prédis que le passé ! L'exode urbain a déjà commencé avant la crise sanitaire. Il existe une catégorie de salariés, très marginale, qui est prête à télétravailler cinq jours sur cinq. Ce sont les knowledge workers, qui ont une grande expertise dans leur domaine et peuvent travailler depuis n'importe où. Les autres, qui sont en télétravail deux ou trois jours par semaine, pourraient être tentés de quitter l'urbain pour s'installer dans des zones supposées plus calmes. Mais attention, un tel choix réduit considérablement les possibilités de mobilité professionnelle. Un jour, on leur proposera un nouveau poste où ils devront être davantage présents. Peut-être une promotion. La refuseront-ils ? ■

Brigitte Martin

1. Le programme d'études sociologiques qualitatives mené par François Dupuy, Cécile Roaux et Sébastien Olléon a porté sur sept entreprises, une grande administration et une collectivité territoriale. Dans chaque entité, ils ont réalisé en moyenne soixante entretiens.

2. Le fonctionnement en silo suppose que chaque département travaille de manière autonome, sans lien étroit ni partage d'information avec le reste de l'organisation.

Une marche des solidarités pour les premiers de cordée

En plein confinement, au début de la pandémie qui allait bouleverser toutes nos habitudes, il est vite apparu que nos sociétés complexes ne pouvaient pas fonctionner sans le minimum de services essentiels dont l'arrêt était impossible. Des services d'ordinaire assurés par des personnes étrangères et souvent sans papiers.

La crise sanitaire a ralenti l'économie mondiale mais de nombreux secteurs d'activité – dont les professions de santé bien sûr – n'ont pas vu leur rythme de travail diminuer : sécurité, manutention et livraisons, restauration, ramassage des ordures et tri, nettoyage, aide à la personne... Nous avons découvert des métiers qui nous paraissaient jusqu'alors secondaires et dont pourtant nous avons grand besoin au quotidien. Et nous avons découvert aussi que ces métiers accueillent largement des personnes étrangères parmi lesquelles beaucoup sont sans papiers ou dotées de titres de séjour de courte durée.

Très vite, à la Cimade comme dans d'autres associations, l'idée est venue à l'esprit des bénévoles et militants de saisir l'occasion de cette prise de conscience pour rendre hommage à ces « premiers de cordée », en leur reconnaissant une juste place dans notre société. Comment ? En leur accordant, lorsqu'ils n'en avaient pas, un titre de séjour durable sur notre territoire et, simultanément, une autorisation de travailler.

Dans le même temps, partout dans le pays, des mouvements de sans-papiers sont nés, mus par les mêmes revendications et militant pour une large régularisation. Petit à petit ces mouvements, faisant fi de leurs différences et soutenus par de très nombreuses associations, se sont unis. Le moment était propice, pensait-on, à la demande et l'obtention d'une régularisation pour toutes ces personnes, présentes en France depuis parfois très longtemps.

C'est ainsi que fut imaginée la Marche des Solidarités dont l'événement phare s'est déroulé le 17 octobre 2020 à Paris. Partis, tout au long du mois de septembre, de tous les coins de France – Montpellier, Grenoble, Marseille, Lyon, Strasbourg, Rennes, Lille... – des marcheurs sans-papiers se sont donné rendez-vous ce jour-là dans la capitale pour aller déposer à l'Élysée, entre autres requêtes, leur légitime demande de régularisation durable. Tout au long du parcours, les bénévoles des associations comme la Cimade ont soutenu les marcheurs, les accompagnant sur une partie du trajet, les accueillant pour la nuit, les nourrissant en chemin...

La Marche des Solidarités fut un succès : près de soixante mille personnes ont marché ensemble dans Paris, sans-papiers et militants côte à côte, sans pouvoir atteindre l'Élysée toutefois. Malheureusement les médias, télévisions comme journaux, ont peu relayé l'événement, car cette manifestation a eu lieu le lendemain de l'assassinat de Samuel Paty.

Si la nationalité française a été accordée à un nombre important de personnes qui la souhaitaient, rien cependant d'exceptionnel n'a été fait pour ces hommes et ces femmes demandant simplement à séjourner légalement dans notre pays pour y apporter une contribution dont nous venions de comprendre qu'elle nous était essentielle !

Il ne faut pas pour autant baisser les bras. La ténacité est une qualité



La Marche des Solidarités a réuni, autour de la cause des sans-papiers, de très nombreuses associations et organisations.

essentielle dans la défense d'une revendication légitime. Cette période a occasionné la création, peut-être limitée mais exemplaire, d'un collectif de divers mouvements de personnes sans-papiers jusqu'ici très indépendants.

Elle a aussi suscité une plus grande proximité avec les associations qui, comme la Cimade, accompagnent les personnes étrangères sans se substituer à elles et cherchent à « faire avec » plutôt que « faire à la place de ». ■

Henry Masson,
président de la Cimade.

Dans le vaccinodrome, un collectif improvisé

Début mai 2021, voilà ma réquisition, très attendue, en tant que médecin vaccinateur dans un immense gymnase. Le lieu témoigne des fortes attentes de la population après ces mois de confinement, d'incertitude, de méfiance vis-à-vis de l'autre – susceptible de contaminer – mais aussi de défiance – vis-à-vis des consignes de sécurité...

Ici, il a fallu tout inventer : l'accueil, la répartition des tâches, le mode d'indemnisation des volontaires non bénévoles, l'accompagnement des plus inquiets... Ambiance de ruche, cinq cents doses à administrer par demi-journée, chacun à son poste : employés inoccupés des administrations affectés à l'accueil et l'enregistrement ; bénévoles de la Croix-Rouge ou de l'Ordre de Malte pour orienter les candidats au vaccin ; scouts aînés et étudiants en contrats communaux de courte durée ; médecins recueillant informations, confidences, inquiétudes et prodiguant paroles bienveillantes, rassurantes ; infirmières utilisant leur temps disponible pour préparer les doses et les administrer...

Les vaccinés repartent certificat en main et recommandations de prudence en prime ! Tout est bien orchestré. Pourtant, il se passe quelque chose d'autre...

« Je suis ému aux larmes, j'ai enfin l'impression d'accomplir un acte positif pour moi et la collectivité », m'assène un quinquagénaire et fier de son geste citoyen. Un geste dénué de préoccupation égotiste. Son enthousiasme est stimulant. Mon impression de travailler à la chaîne se dissipe...

« C'est formidable ce que vous faites ! » me glisse un autre avec reconnaissance, un regard entendu sur mon allure de septuagénaire... Alors oui, les « vieux » ne sont pas seulement des fardeaux, pesants, coûteux. Ils participent à l'effort collectif, heureux de reprendre du service, de se sentir utiles, de contribuer doublement à l'immunité collective...

« C'était super, cette séance ce matin ! » se réjouit une nouvelle recrue ! Et voilà

que le vaccinodrome devient lieu de reconstruction du collectif, d'exercice de la solidarité, de prise de conscience de l'utilité réciproque même si, hélas, rien n'est gagné dans la lutte contre les égoïsmes (des vaccins obtenus de manière peu avouable), les tricheries (sur l'âge, les comorbidités, les risques encourus par l'entourage...), les petits profits (je vaccine, donc mes ados y ont droit) et la légèreté de ceux qui pensent bénéficier de l'immunité collective tout en étant opposés au vaccin...

“
Les vaccinodromes ont créé l'opportunité de tisser des liens.

”
 Avec l'arrivée des premiers adolescents, l'enthousiasme ne retombe pas. Bien informés, ils se présentent pour se protéger, mais aussi pour protéger leur entourage, mener à nouveau « une vie normale ». Ils accomplissent un acte citoyen devant leurs parents ébahis. « Ça fait plaisir, l'engagement de tous ces jeunes »,

souffle une soignante entre deux injections...

Alors que le gouvernement avait initialement annoncé qu'il n'aurait pas recours à la vaccination de masse, eu égard aux missions et prérogatives des médecins traitants, les vaccinodromes ont créé l'opportunité de tisser des liens. Ils ont été de fidèles reflets de notre société, certes, mais aussi des lieux de prise de conscience du besoin de l'autre. Dans cette course contre la montre pour prévenir une nouvelle vague de contaminations, cet engagement collectif dans la lutte contre l'épidémie est apparu plus motivant pour les citoyens que leur participation aux élections régionales et départementales. Un vrai sujet de réflexion pour nos politiques qui peinent tant à construire du collectif... ■

Nadine Davous,
médecin des hôpitaux, coordinatrice d'un espace éthique hospitalier.

Les jeunes aussi sont candidats au vaccin, ils accomplissent un acte citoyen pour se protéger et protéger les autres.



L'État hors la loi

Dans sa gestion de la crise sanitaire, l'État est allé au-delà de la loi. Il s'est focalisé sur la santé des corps au détriment des questions de bien-être et de spiritualité, s'opposant aux valeurs des établissements médico-sociaux.

L'État et les départements, autorités de tarification, ont toujours été très présents dans les établissements médico-sociaux. La crise sanitaire a donc donné lieu, sans surprise, à des directives nombreuses et très détaillées des Agences régionales de santé, que la plupart des établissements se sont astreints à respecter strictement. En mai 2021, avec le début du déconfinement au niveau national, ces directives ont changé : la règle était la liberté d'aller et venir dans les établissements, les mesures de restriction devenant l'exception. Ces directives ont été appliquées inégalement.

Interpellée à ce sujet¹, Brigitte Bourguignon, ministre déléguée en charge de l'Autonomie, précisait que les circulaires du ministère pendant la crise n'étaient que des « recommandations », car elles n'avaient jamais fait l'objet d'aucune loi ni d'aucun décret. Il appartenait aux seuls directeurs d'établissement de décider des déplacements des résidents. Juridiquement exact, ce commentaire ministériel des pouvoirs des directeurs d'établissement est pour le moins surprenant, aucune circulaire ne leur ayant laissé de marge d'interprétation. L'État est donc allé, de son propre aveu, bien au-delà dans sa pratique de ce que la loi autorisait.

Cette difficulté est d'autant plus grande que les directives ministérielles – sans aucun doute justifiées par la gravité de la situation – sont allées très loin, en contradiction avec les pratiques et valeurs des établissements : la solitude des résidents confinés, le traitement des défunts et l'impossibilité pour les familles de les voir en sont les exemples les plus marquants. Le traumatisme fut réel pour les résidents, leurs familles

Les circulaires du ministère pendant la crise n'étaient que des « recommandations » mais les directeurs d'établissement n'ont eu aucune marge d'interprétation.



mais aussi les professionnels des établissements, étreints par la peur d'être contaminés et de contaminer (les résidents ou leur propre famille).

L'être humain est corps et esprit. Dans l'urgence de la crise, et jusqu'à l'entrée en vigueur du dernier déconfinement,

c'est la santé des corps qui a été au cœur de l'action des pouvoirs publics, reléguant les questions du bien-être et de la vie spirituelle au second rang. Si tant de résidents

ont souffert de l'isolement qui leur a été imposé, c'est parce qu'il leur était psychologiquement insupportable. Cette priorité sanitaire, relayée dans les établissements, a aussi conduit à restreindre sinon à supprimer les activités à caractère spirituel, même dans des établissements accueillant des religieux.

Pouvait-on faire autrement ? Sans doute pas, car personne n'était préparé à une crise d'une telle ampleur. Pourrions-nous, à l'avenir, faire autrement ? Cela suppose de nous préparer en faisant, à tous les niveaux (local, associatif, national), le bilan éthique de la gestion de cette crise et en définissant

des préconisations en cas de retour de la pandémie. Chaque établissement est doté d'un plan bleu. Pourquoi ne comporterait-il pas un volet « accompagnement psychologique et spirituel » des résidents – et des professionnels ?

Lors de la session de la FNISASIC² le 3 juin, Marie-Dominique Trébuchet³ a fait référence à la création des soins palliatifs : ce sont des soignants, des infirmières, des médecins qui ont osé prendre des positions audacieuses alors même que la norme qui les guidait et les contraignait les empêchait de mettre en œuvre une approche de la fin de vie pleinement humaine.

Il y a donc une autre lecture de la réalité que celle que nous avons connue. C'est cette autre lecture qu'il nous appartient de méditer et de mettre en œuvre avec audace. ■

Alain Rondepierre,
président de la FNISASIC.

1. *Le Monde*, 16 mai 2021.

2. Fédération nationale des institutions de santé et d'action sociale d'inspiration chrétienne.

3. Marie-Dominique Trébuchet est théologienne, directrice de l'Institut supérieur des sciences religieuses.

« Faire de la politique autrement, c'est possible ! »

Pour Léonore Moncond'huy, jeune maire écologiste de Poitiers, l'engagement collectif et la coopération, dans un cadre démocratique fort et vivant, sont deux préalables à la justice sociale.

Que peut mettre en œuvre une municipalité pour reconstruire le collectif mis à mal par la pandémie ? Dans un monde déjà morcelé, la crise sanitaire a largement contribué à la fragilisation du lien social, au repli sur soi. Le taux d'abstention aux dernières élections me semble éloquent. Il atteste une défiance envers le milieu politique, la désaffection des individus pour les cadres d'engagement collectifs et institutionnels et, surtout, un fatalisme paralysant.

Or, à mesure que les crises écologiques, économiques, sanitaires, se font plus prégnantes, je suis convaincue qu'il n'y a que par l'engagement collectif et la coopération que les transitions pourront être conduites dans une exigence de justice sociale.

Ainsi, la priorité devrait être de renforcer les espaces de lien social qui existent et de créer des espaces qui n'existent pas, ouverts, fluides et partagés, pour que l'engagement dans un espace collectif redevienne le levier par lequel agir sur son avenir, celui de sa ville, celui du monde. La politique culturelle peut permettre une réappropriation commune des espaces publics. Elle passe par la participation citoyenne dans nos politiques, qui suppose une éducation au débat politique, la construction de positionnements collectifs, un encouragement au pouvoir d'agir citoyen.

Je crois beaucoup en la revitalisation des politiques d'éducation populaire,

que nous avons notamment renforcée à Poitiers avec un plan « Vacances pour tous ». Lorsque des enfants de différents milieux partent ensemble, ils découvrent un espace éducatif sans équivalent, fondé sur l'apprentissage de la vie en collectivité. On recrée des lieux de mixité et on contribue à la cohésion sociale à l'échelle de la ville.

Quels arbitrages économiques opérez-vous au service du collectif ?

Mon approche économique se fonde aussi sur la coopération. En politique publique, les logiques de concurrence entre territoires, de course vers un modèle unique d'attractivité, de croissance « froide », sont souvent délétères pour le dynamisme d'une économie locale et l'équilibre des territoires. Sans compter que ces logiques rendent souvent incompatibles les intérêts économiques de court terme et les intérêts communs, notamment écologiques, de long terme. La force publique doit impulser le cadre permettant l'émergence d'un mieux-disant partagé, et instiller un climat de confiance.

Votre engagement écologique et votre politique municipale sont-ils fondés sur vos valeurs protestantes ?

Je dirais plutôt que mes valeurs protestantes sont en cohérence avec mes en-

gagements écologiques, qu'elles nourrissent au quotidien. Le protestantisme, c'est la responsabilité que nous avons d'agir, en tant que communauté humaine, tout autant que la confiance qui nous est donnée pour le faire. La crise écologique, plus intense chaque jour, nous pose un défi inédit. Mais « le Seigneur fait se lever le soleil et fait pleuvoir sur les bons comme sur les méchants¹ ».

C'est par l'entremise de la nature que nous sommes rappelés à notre condition humaine et ce n'est que si nous agissons comme *communauté humaine* que l'enjeu écologique mondial pourra trouver une issue positive. Il nous revient de nous engager collectivement vers cette *espérance* dont parle Jacques Ellul, cette « passion de l'impossible », qui est émancipation d'un fatalisme prostrant et garante d'une mobilisation à même de protéger notre futur, celui de nos enfants, de nos petits-enfants.

Faut-il aussi reconstruire le collectif au cœur même des municipalités ?

À Poitiers, nous sommes porteurs d'un modèle de gouvernance partagée, fondé sur un contrat de confiance entre la maire et son équipe. Ce que nous construisons ensemble est plus solide que ce qu'un individu, aussi brillant soit-il, peut échafauder. Nous nous donnons les moyens de passer de l'intention au « faire-collectif », en développant les compétences et le cadre d'organisation nécessaires à sa mise en œuvre. Faire de la politique autrement et en confiance, c'est possible. ■

Léonore Moncond'huy,
maire de Poitiers,
propos recueillis par Brigitte Martin.



Léonore Moncond'huy, maire de Poitiers, et l'élue Samira Barro-Konaté, lors de la remise des kits « Vacances pour tous » aux responsables des maisons de quartier.

1. Matthieu, 5.14.

Pour reconstruire le collectif, il faut changer de mentalité

Mario Holderbaum est secrétaire national de l'Église Vie et Lumière, qu'il représente au conseil de la Fédération protestante de France. Il est aussi pasteur d'une Église de cent dix membres à Laval, en Mayenne.

Vie et Lumière est une Église récente, née en 1952 après l'évangélisation des Tziganes par un jeune pasteur pentecôtiste, Clément Le Cossec. L'Église Vie et Lumière est souvent présentée comme l'Église des gens du voyage, mais ce n'est pas tout à fait exact. À Laval, par exemple, 20 % de nos membres sont des sédentaires. La proportion peut atteindre un tiers selon les assemblées. Sur les deux mille quatre cents pasteurs Vie et Lumière, près de quatre cents sont issus du milieu sédentaire. Certains voyagent, d'autres pas.

Depuis 1958, l'Église Vie et Lumière est en pleine expansion, dans quarante-quatre pays. En France, trois cent vingt Églises sont répertoriées, qui rassemblent plus de cent vingt mille membres engagés, sans compter leurs familles respectives.

La dimension communautaire est très importante pour nous. Elle fait partie de notre histoire et de notre culture identitaire. Le vivre-ensemble est notre « spécialité », la solidarité familiale, notre fondement. Dès qu'on le peut, on part ensemble, et on peut être cinquante familles à partir en même temps. On ne se quitte pas. J'ai une caravane, mais aussi une maison. Mes enfants ont tous construit autour de chez moi.

La Covid a fait des ravages chez nous, à cause de ce vivre-ensemble. Nous avons eu de nombreux clusters. À Perpignan, des dizaines de gitans catalans ont perdu la vie. À Meaux, une famille entière a été anéantie. Nous avons eu beaucoup de décès, dont plusieurs pasteurs. Notre collectif a profondément pâti de cette situation sanitaire : nos églises ont été fermées, notre école biblique aussi, nos rassemblements et notre retraite

“

Nos parents vieillissent avec nous.

”



Retour de vendanges communautaires pour les grands oncles et cousins de Mario Holderbaum, dans les années 1940, dans la Marne. « Nos familles constituaient une main d'œuvre bon marché pour les viticulteurs. »

spirituelle de Pentecôte ont été annulés... Nous avons beaucoup souffert d'être confinés même si, bien sûr, nous avons compris la dangerosité de notre mode de vie communautaire. Nous avons été plus pénalisés que bien des Français parce que, pour nous, vivre ensemble, c'est naturel, culturel.

J'ai été sidéré de voir, à la télévision, les personnes âgées contraintes à l'isolement dans les Ehpad. Nous, on ne connaît pas ça. Nos parents vieillissent avec nous. Ma mère, qui a soixante-dix-huit ans, vit chez nous. Nous nous relayons, mes frères et moi, pour qu'elle ne soit jamais seule. Un de mes petits-fils m'a dit cette semaine : « Tu sais papi, quand tu seras vieux, je m'occuperai de toi. » Notre lien familial est très fort. Je ne pense pas que ça existe ailleurs.

J'espère de tout cœur que cette crise sanitaire aura suscité une prise de conscience. Il faut « racheter le temps » avec nos anciens. Nos aînés ont pris soin de nous, c'est à notre tour de prendre soin d'eux. La société a besoin de retrouver des repères, de tirer des leçons de la pandémie, de renoncer au mode de vie égoïste qui a prévalu jusque-là. Chacun

doit revoir ses priorités. Il faut vivre pour autre chose que pour soi et pour son boulot. Un changement de mentalité est nécessaire pour reconstruire quelque chose de l'ordre du collectif. Un collectif qui donne du sens à la vie. Un collectif qui nous protège de nos vulnérabilités individuelles.

Je crois que la priorité, c'est la famille ; réveiller une solidarité familiale qui a été perdue. Elle existait il y a cinquante ans, à la campagne, chez les agriculteurs, avec des liens très forts qui se sont désagrégés quand les enfants sont partis en ville. Aujourd'hui, on constate un exode urbain. Peut-être va-t-il susciter un renouveau familial.

Penser le collectif, c'est penser à son prochain. Aimons-nous les uns et les autres... et tout le reste suivra. ■

Mario Holderbaum,
secrétaire national de l'Église Vie et Lumière,
propos recueillis par Brigitte Martin.

1. Paul invite les Éphésiens à racheter le temps, car les jours sont mauvais (Éphésiens, 5.16), c'est-à-dire à faire un usage meilleur de notre temps pour accomplir les œuvres que Dieu a préparées à l'avance pour nous.

Architecture post-Covid : un espace fluide et plastique

On est confronté tous les jours à un appel à se projeter dans le « monde d'après ». Comme si l'*homo urbanus* allait céder sa place à l'*homo pandemus*. L'espace urbain que nous connaissons est le reflet des relations sociales, politiques, économiques, culturelles et culturelles qui ont été gravées dans les plans de nos villes et les pierres de nos bâtiments.

La pandémie, qui n'était pas inscrite dans le projet urbain de nos sociétés, a révélé les rigidités et les ratés de nos espaces architecturaux et urbains. Le confinement consécutif à la pandémie a figé tout ce qui donne du sens à nos sociétés urbaines : le partage et la vie sociale. On ne peut hélas que constater que cet abandon du « vivre-ensemble » avait déjà com-

mencé et était palpable dans les crises de nos quartiers.

Depuis les années 1960, la primauté du tout-économique sur la dimension culturelle du partage social a conduit à une spécialisation accentuée des espaces de l'habitat. On a oublié que l'espace de la ville est le vide laissé entre les bâtiments, là où il ne se passe rien, mais là, aussi, où tout est possible. La boutique du boulanger, au coin de la rue, assure certes le rôle de distribution de pain, mais le commerçant est aussi un acteur de la vie sociale. L'espace urbain de l'échange, culturellement riche d'appropriation et d'intégration, est devenu dans nos supermarchés « guichet automatique ». On a vu renaître, pendant la crise sanitaire, « les circuits courts », porteurs de sens et de lien social, qui ne demandent qu'à se développer.

La pandémie a également survalorisé le besoin de nature. Ce besoin de nature, primaire, s'est traduit par une fuite irraisonnée vers la maison individuelle. Mais le château fort protégé des intrus par le « glacis-jardin » n'est pas la réponse appropriée, comme l'ont montré la « rurbanisation » et l'étalement des villages dorts des années 1980.

On répertorie, depuis une dizaine d'années, de nombreux projets intégrant des espaces extérieurs végétalisés ainsi que des espaces partagés au pied des immeubles et sur leurs toits. La nature monte également à l'assaut des constructions. Le rythme des saisons va redevenir, on peut l'espérer, le battement du cœur de nos villes.

La pandémie a révélé l'inorganisation de l'espace de vie familial

Le développement du travail à domicile a révélé la rigidité fonctionnelle

de nos logements. On avait réduit l'organisation du logement à un ensemble susceptible de satisfaire les besoins physiologiques (se nourrir, dormir, se laver...). Comme pour l'espace urbain, on a oublié la dimension sociale de la vie familiale ; on a oublié de prendre en considération les besoins d'espaces adaptables, tant pour la convivialité que l'isolement.

En 2010, le projet « Une pièce en + », conduit dans le cadre du logement social, a montré la possibilité, sans augmentation de surface, de créer une pièce supplémentaire de 6 m² dont l'usage est laissé à la discrétion du locataire. La suppression des couloirs, la création de portes coulissantes créent une grande fluidité et offrent une belle adaptabilité aux évolutions des familles. En particulier, cette pièce en plus peut devenir l'espace du *hub* informatique familial.

La pandémie ne crée pas un monde nouveau

Elle a joué un rôle de révélateur mais c'est à une évolution darwinienne que l'on assiste. Les signaux faibles, repérés dans la distribution, dans la végétalisation des immeubles, dans l'organisation des appartements vont s'amplifier dans les espaces de nos sociétés.

Le vivre-ensemble a mis au jour le besoin d'un espace fluide et plastique, dont les limites entre espace privé, semi-privé, public et semi-public sont maîtrisées et assurent un dialogueerein entre le citoyen et la société. ■

Bernard Hemery,
ancien élève
de l'École polytechnique,
architecte honoraire.



« Je ne crois pas à une révolution mais à une évolution qui va s'appuyer sur des expériences déjà réalisées, souvent restées confidentielles. Dans la forêt verticale de Milan, il y a une métaphore entre arbre habité et maison plantée. »
Bernard Hemery.

Cité de refuge :

Le Corbusier ne s'est pas trompé !

Érigée en 1933 par Le Corbusier pour abriter, en plein cœur de Paris, plus de cinq cents personnes nécessiteuses – et les services sociaux de l'Armée du Salut –, la très avant-gardiste Cité de refuge a été commandée par Winnaretta Singer. Fille du riche fabricant de machines à coudre et princesse de Polignac, elle inaugura un audacieux crowdfunding pour financer la construction de l'édifice. Inscrit au titre des monuments historiques en 1975, le bâtiment poursuit, depuis plus de quatre-vingts ans, sa mission première d'accueil et de réinsertion auprès des plus démunis.

« **L**e Corbusier ne s'est pas trompé », s'exclame Christophe Piedra, directeur de la Cité de refuge – et du Centre espoir attenant, construit par les disciples de Le Corbusier en 1978. Le bâtiment reste très fonctionnel et l'aménagement de l'espace particulièrement bien pensé. Immense hall d'accueil, réfectoires, cuisines, corps d'hôtellerie, ateliers, salles de réunion, bureaux, bibliothèques, crèche, patio, solarium... le fondateur de l'architecture moderne avait tout prévu, jusqu'aux économies d'énergie avec sa façade en verre de 1 000 m² au sud¹.

En 2013, le bâtiment subit une importante restauration. Les travaux durent trois ans pour « réhumaniser le lieu », raconte Christophe Piedra, enchanté par le résultat. Si les espaces communs propices aux rencontres, animations et temps collectifs sont respectés dans l'esprit de Le Corbusier, deux cent vingt-cinq unités d'habitations, toutes

équipées de salles d'eau et kitchenettes, remplacent les grands dortoirs. Et le directeur de l'établissement d'expliquer : « *On individualise au maximum, on respecte la dignité des personnes accueillies ; c'est indispensable pour les préparer à un nouveau départ.* »

“

Il y a quelque chose qui se passe et je suis persuadé que le bâtiment n'y est pas pour rien.

”

La cité héberge aujourd'hui trois cents personnes. « *Les lieux sont vertueux, avance Christophe Piedra, on ne peut se reconstruire que dans un habitat qui nous respecte. Et le respect passe par le beau et l'individualité. Quand l'habitat respecte les gens, les gens respectent l'habitat.* » De fait, peu de dégradations sont constatées. Signe que les résidents sont fiers de « leur maison » et sensibles à l'esthétique des lieux, plusieurs jouent les guides touristiques pour les curieux qui viennent visiter la première grande commande parisienne de Le Corbusier.

“

Les lieux sont vertueux.

”

Traversé par la lumière, le prodigieux espace de la Cité de refuge² est un outil au service de la collectivité des personnes en difficulté. Il crée une ambiance apaisante, qui « *influe sur leur comportement : il y a quelque chose qui se passe et je suis persuadé que le bâtiment n'y est pas pour rien* », confie Christophe Piedra, avant de saluer la qualité de l'accueil prodigué par ses équipes.

« *L'art attirant l'art, des artistes sont venus nous demander s'ils pouvaient exposer dans nos locaux. Le grand hall d'accueil s'y prêtait parfaitement* », continue le directeur. Les artistes se succèdent et, au fil des ans, le hall de la Cité de refuge se transforme en galerie d'art permanente.

De nombreux peintres, sculpteurs, graffeurs, dont certains à résidence, exposent toute l'année. Le projet *Human Soul* rapproche, depuis plusieurs mois, artistes et personnes accueillies autour de créations collectives originales, affichées sur les façades du bâtiment. La volonté qui est ainsi manifestée, c'est de valoriser les résidents de la Cité. Des histoires de vie partagées, des liens tissés, des confiances restaurées, des capacités renforcées..., la reconstruction de soi, et du collectif, passe aussi par l'art, sublimé par l'espace bienfaisant de la Cité. L'idée aurait plu à Le Corbusier. ■

Brigitte Martin



L'espace bienfaisant de la Cité de refuge, judicieusement pensé par Le Corbusier, est un outil puissant au service de la collectivité.

1. Endommagée pendant la guerre, la façade fut reconstruite en 1952, par Le Corbusier lui-même, avec ouvrants et brise-soleil polychromes.

2. La Cité de refuge et le Centre espoir cumulent plus de 12 000 m².

Une communauté de foi revue et corrigée

La pandémie met à mal toutes les communautés, institutionnelles ou non. Les confessions religieuses n'échappent pas à cette dégradation qui partout remet en question le sens du collectif.

Les règles du confinement annoncées le 17 mars 2020 ont déclaré l'interdiction de tout rassemblement dans les églises, temples, synagogues et mosquées. Les lieux de culte pouvaient rester ouverts mais uniquement pour des temps individuels de recueillement et de prière. Toutes les religions ont essayé de pallier rapidement cette nouvelle contrainte en inventant des manières inédites de se réunir. Le périodique évangélique américain, *Christianity Today*, a titré : « *Quand Dieu ferme une porte d'église, il ouvre une fenêtre de navigateur.* »

De nombreuses Églises évangéliques pratiquaient déjà le culte à distance pour les personnes empêchées de venir sur place et n'ont pas eu de difficulté majeure pour généraliser cette pratique. Beaucoup possédaient les plateaux techniques nécessaires à la diffusion en ligne des célébrations. Dans le même temps, les émissions religieuses télévisées du dimanche matin ont vu leur audience multipliée par trois.

Les Églises catholique et orthodoxe ont eu plus de difficultés à s'adapter car la présence des croyants dans le lieu sacré est une dimension importante, elle valide le culte. Les juifs, les protestants et les musulmans considèrent quant à eux que c'est la communauté qui définit l'espace sacré, le bâtiment n'est qu'un contenant éphémère et contingent. Les responsables du Conseil français du culte musulman (CFCM) ont même déclaré que « *la meilleure prière est votre prière dans vos maisons* ».

Partout c'est l'esprit communautaire qui est malmené car le croyant se trouve isolé et ramené à une pratique solitaire de sa foi, sans liens physiques ni humains. Or, un message religieux ne transite pas exclusivement par la parole ou le texte ; il se nourrit aussi de

l'expérience de la communauté et des rituels qui se pratiquent et s'expriment physiquement.

Cette nouvelle pratique numérique tend à faire de la célébration un spectacle attrayant pour le plus grand nombre et le risque est grand de voir certains pratiquants abandonner leur lieu de culte habituel, jugé soudain trop modeste et terne, au profit d'un espace virtuel à l'esthétique travaillée. Trois semaines après la levée du confinement, l'Église catholique estimait que seulement deux tiers des fidèles étaient de retour à la messe.

Cette pandémie a toutefois avantageusement amené à la remise en question du sens de la communauté. La privation de collectif a conduit les croyants à inventer de nouvelles formes d'être-ensemble. Dès le début du confinement, des fidèles se sont mobilisés pour apporter une aide matérielle et spirituelle aux plus démunis. Le confinement a également mis en lumière la spécificité de la communauté de foi. Dans son ordonnance du 18 mai 2020, le Conseil d'État a rappelé que les cérémonies religieuses collectives sont une composante essentielle de la liberté de culte. On ne saurait la réduire à la seule liberté de conscience ou aux pratiques individuelles. La dimension sociale de la pratique religieuse est ainsi reconnue.

La pandémie, loin d'avoir dilué la notion de communauté dans des pratiques numériques, permet de repenser le lien qui unit les croyants. L'assemblée d'une église n'est pas le simple agrégat d'individus voulant communier à un même rite : les liens qui unissent chacune et chacun sont aussi essentiels que le lien qui les relie individuellement à Dieu. La pandémie a aussi permis d'intégrer la notion de communauté élargie : chaque pratiquant, quel que soit son lieu de culte, est citoyen du monde. ■

“
La pandémie permet de repenser le lien qui unit les croyants.
”

Brice Deymié,
pasteur de l'Action chrétienne
en Orient à Beyrouth.



Progressivement, les églises se remplissent ; l'expérience de la communauté fait défaut derrière les écrans.

La santé est un bien collectif

La santé est perçue comme un bien individuel pris en charge par le collectif. La plupart des citoyens attendent de l'assurance maladie qu'elle s'occupe en priorité de leurs soucis personnels.

Les Français estiment, en toute conscience, que la maladie est privée et la santé publique. Or, c'est une illusion. La maladie, versant obligé de la santé, est publique elle aussi, dans la mesure où les ressources pour guérir proviennent de la collectivité.

Se précipiter aux urgences d'un hôpital pour un lumbago et demander une radio (au demeurant inutile) coûte à peu près trois cents euros à la collectivité ; alors que la consultation d'un médecin ou les services d'un kinésithérapeute occasionneraient une dépense dix fois moindre, avec des résultats supérieurs. Tirer parti, sans scrupule, de la richesse et la contribution publiques témoigne d'une étrange cécité. Le miracle français de la gratuité d'accès aux soins devrait nous rappeler nos précieux privilèges au quotidien. Au lieu de cela, il est relégué au rang de normalité et la moindre entaille dans le système de santé suscite de véhémentes protestations.

Ce système de santé ne subsiste que grâce aux ressources collectives. Il est désespérant de constater que des per-

sonnes peu consommatrices de soins s'en donnent soudain à cœur joie parce que « jusqu'ici je n'ai pas coûté cher à la sécurité sociale, il faut bien que je me rattrape ! ». Si tous les citoyens décidaient de « profiter » quotidiennement de l'assurance maladie (comptez deux mille euros pour le prix moyen d'un jour d'hôpital), elle ne résisterait pas longtemps.

La France est le pays du dépistage individuel et des examens de routine inutiles. Aucun pays au monde n'a fait autant de PCR par habitant pour dépister la Covid-19, dans une totale indifférence du rapport coût/efficacité, ou non-efficacité plutôt quand le résultat arrive cinq jours plus tard ! Pendant de longues années, les Français ont été encouragés à réaliser, pour diagnostiquer un éventuel cancer de la prostate, un dosage de PSA – qui a coûté près de trois cents millions d'euros par an sans que cela apporte de résultat valable. Dans le même registre, les échographies thyroïdiennes annuelles de nodules bénins, aussi superflues qu'onéreuses, installent des habitudes devenues rituels !

Mais la France n'est pas le pays de la prévention collective. Nous ne nous intéressons pas aux conditions de vie des plus précaires qui induisent pourtant de nombreuses maladies.

Cette primauté de l'individuel sur le collectif est une des causes de la mise à l'écart de la santé publique en France. Considérée comme une organisation administrative d'édictions de contraintes (masques, PCR, etc.) mais en aucune façon de conseils sur notre santé, elle est absente de l'enseignement civique. L'école, comme l'université, n'en font aucun cas. Ni, plus étrange encore, la faculté de médecine qui regarde avec mépris la santé publique, affectée au choix – par défaut – des étudiants les moins motivés. La (re)construction du collectif passera par une révolution culturelle. ■

Didier Sicard,
médecin, ancien président du Comité national consultatif d'éthique.

Oui, je m'abonne à Proteste

Abonnement Individuel

1 Abonnement annuel (4 numéros) 35 €

Abonnement Adhérents

1 Abonnement annuel (4 numéros) 28 €

à partir de 2 abonnements, 15 € par abonnement x 15€ = €

à partir de 5 abonnements, 10 € par abonnement x 10€ = €

Coordonnées de l'abonné(e) :

Organisme (et fonction) :

Nom - Prénom :

Adresse :

Téléphone : E-Mail :

À envoyer, avec votre chèque (à l'ordre de la FEP), à FEP Grand Est, Proteste, 6, rue Sainte-Élisabeth, BP20012, 67085 Strasbourg
Multi-abonnements : merci de renseigner, sur papier libre, les noms, prénoms et adresses des différents abonnés.